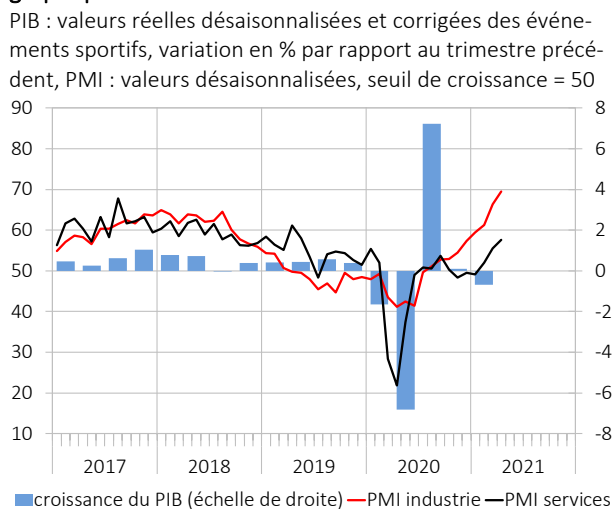


Situation de l'économie suisse

Aperçu

Le semestre d'hiver 2020/2021 a été caractérisé par la deuxième vague de coronavirus. Des mesures de plus en plus strictes ayant été imposées pour contenir le virus, on a enregistré au 1^{er} trimestre une baisse importante des ventes dans les secteurs les plus touchés. En conséquence, l'activité économique à l'échelle nationale a diminué pour la première fois depuis le printemps 2020 : le PIB corrigé des événements sportifs a diminué de 0,6 % (graphique 1), ce qui représente une baisse aussi forte que celle enregistrée dans la zone euro (-0,6 %). Il ne s'est pas produit d'effondrement économique de la même ampleur que celui causé par la première vague de coronavirus 2020.

graphique 1 : PIB et PMI



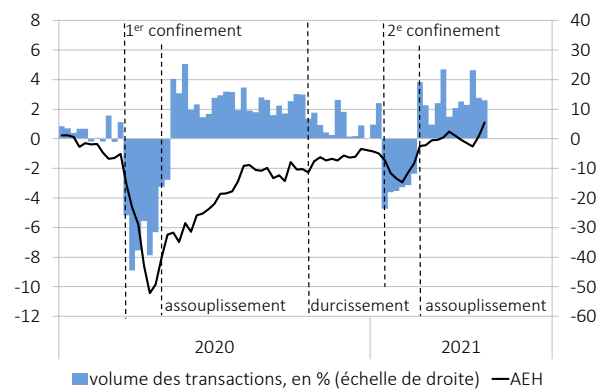
sources : SECO, CS/Procure

Si la baisse du PIB n'a pas été plus prononcée, c'est principalement en raison de l'évolution nettement positive de l'industrie manufacturière. Soutenue par la hausse de la demande sur les principaux marchés étrangers, dont la Chine et les États-Unis, la croissance de ce secteur s'est accélérée dans tous les domaines ; les niveaux de valeur

ajoutée d'avant la crise ont été parfois largement dépassés. De plus, les indicateurs avancés, à savoir les indices des directeurs d'achat (PMI), suggèrent que cette tendance positive va se poursuivre tant au niveau international qu'en Suisse (graphique 1). En conséquence, les entreprises industrielles augmentent leurs effectifs et le taux de chômage dans ce secteur est en légère baisse. Toutefois, l'augmentation des délais de livraison et des prix d'achat laisse entrevoir, du côté de l'offre, certains goulets d'étranglement qui pourraient limiter la croissance dans un proche avenir.

graphique 2 : Activité économique hebdomadaire (AEH) et transactions¹

par rapport au niveau d'avant la crise ; volume de transactions en présentiel avec cartes de débit ou de crédit, corrigés des variations saisonnières et des valeurs aberrantes



sources : SPS Worldline, SECO, OFSP

Dans l'ensemble, le développement de l'économie nationale s'est également avéré plus stable que lors de la première vague de coronavirus. Les entreprises et les ménages y étaient mieux préparés et ont souvent été en mesure de recourir à des canaux de vente alternatifs tels que le « clique et collecte » ou les livraisons à domicile. En outre, la mobilité de la population a moins diminué que lors de la première vague, ce qui indique une moindre adaptation des comportements, qui aurait pu

¹1^{er} confinement : situation extraordinaire à partir de la semaine 12 de l'an passé. Phases d'assouplissement : 1^{ère} phase d'assouplissement, réouverture de certains établissements dans la semaine 18 ; 1^{er} durcissement des mesures face à la deuxième vague de coronavirus dans la semaine 43 ; 2^e confinement : fermeture temporaire des magasins ne répondant pas aux besoins de consommation courante dans la semaine 3 ; phase d'assouplissement : 1^{ère} phase d'assouplissement, réouverture de magasins et assouplissements dans les domaines culturel, sportif et dans celui des activités de loisir dans la semaine 9.

exercer une **PRESSION** supplémentaire sur la consommation. Enfin, la réouverture du commerce de détail stationnaire au début du mois de mars a déclenché un fort

mouvement de rattrapage, comme l'indiquent les données à haute fréquence. En conséquence, l'indice hebdomadaire de l'activité économique est revenu à la mi-mars à un niveau proche de celui d'avant la crise (graphique 2).

Produit intérieur brut

Production

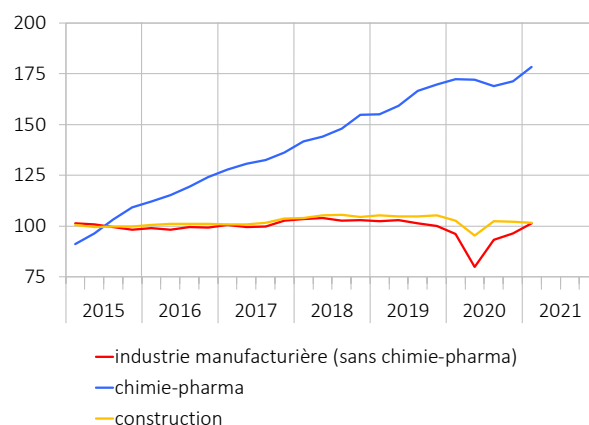
La baisse du PIB de 0,5 % au 1^{er} trimestre (corrigée des événements sportifs : -0,6 %) est principalement due à un ralentissement du secteur des services suite au durcissement des mesures de lutte contre le coronavirus. Le secteur industriel, en revanche, a fait preuve de vigueur, empêchant ainsi une baisse plus importante du PIB.

La valeur ajoutée de l'**industrie manufacturière** (sans la chimie-pharma) a de nouveau enregistré une forte croissance (+5,2 %) liée à la hausse des exportations de biens. Contrairement à ce qui s'était produit au printemps 2020, l'industrie n'a pas été sensiblement affectée par le durcissement des mesures de confinement en Suisse et à l'étranger. En dépit de la multiplication des rapports faisant état d'une augmentation des délais de livraison et de difficultés d'approvisionnement en intrants, la reprise n'a pas été visiblement ralentie. La valeur ajoutée de ce secteur est ainsi supérieure de 1 % au niveau d'avant la crise. L'importante **industrie chimique et pharmaceutique** a également enregistré une croissance supérieure à la moyenne (+4,2 %), sa valeur ajoutée dépassant déjà de près de 5 % le niveau d'avant la crise (graphique 3). La tendance positive dans le secteur industriel pourrait se poursuivre dans un proche avenir : les directeurs d'achat ont estimé que l'état du carnet de commandes (PMI) en avril était le meilleur depuis le début de l'enquête en 1995.

Dans le **secteur de la construction**, en revanche, la valeur ajoutée a légèrement diminué (-0,5 %). Le chômage partiel a légèrement augmenté par rapport au 4^e trimestre 2020. Dans le **secteur de l'énergie**, la valeur ajoutée a augmenté (+1,5 %) tout en restant inférieure au niveau d'avant la crise. Au total, le **secteur secondaire** a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 0,9 point de pourcentage, ce qui dépasse largement la moyenne habituelle.

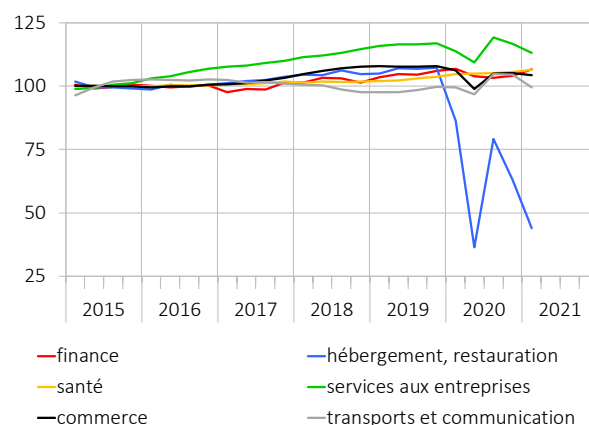
Le secteur des services a apporté, quant à lui, une contribution négative de -1,4 point de pourcentage. Hormis la branche des **services financiers et assurances** (+2,6 %), qui a bénéficié de fortes exportations de services et d'une activité positive en matière de taux d'intérêt, ainsi que l'**administration publique** (+0,7 %), pratiquement tous les secteurs ont enregistré des baisses.

graphique 3 : Valeur ajoutée dans le secteur industriel
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2015 = 100



source : SECO

graphique 4 : Valeur ajoutée, secteurs des services
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2015 = 100



source : SECO

Dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, la valeur ajoutée a très fortement diminué (-30,4 %). La fermeture temporaire d'établissements en raison de la deuxième vague de coronavirus a entraîné une baisse de l'activité économique dans le secteur de la restauration. En conséquence, l'instrument du chômage partiel a de nouveau été activement utilisé : environ 25 % du volume de travail a été perdu au cours du 4^e trimestre et ce chiffre a dépassé 60 % au cours du 1^{er} trimestre. Quant à l'hôtellerie, elle est restée stable à un faible niveau. Globalement, la valeur ajoutée dans l'hôtellerie-restauration au

1er trimestre a été inférieure de près de 60 % au niveau d'avant la crise (graphique 4).

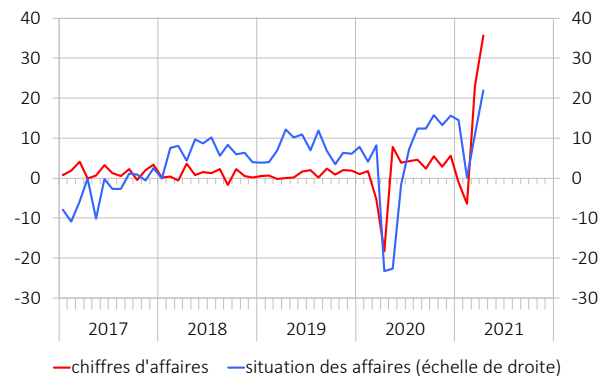
La branche des **transports et communications** a enregistré une légère baisse de la valeur ajoutée (-0,9 %). Le nombre de passagers dans les aéroports demeure à un niveau historiquement bas et les transports publics nationaux ont connu un nouveau déclin de la mobilité, partiellement imputable à l'obligation de travailler à domicile. Le trafic de marchandises, en revanche, s'est nettement redressé : à la faveur d'un développement industriel dynamique, le nombre de marchandises transportées tant par le rail que par voie aérienne s'est rapproché du niveau d'avant la crise. Du fait de l'augmentation du commerce en ligne, les services postaux et de messagerie ont même pu augmenter leurs ventes. Le secteur des technologies de l'information a également connu une évolution positive.

La valeur ajoutée a diminué dans les **activités de services administratifs et de soutien** (-3,6 %), partiellement affectées par des fermetures d'entreprises, ainsi que dans les **services aux entreprises** (-0,9 %) et dans la rubrique **Santé humaine et action sociale** (-3,0 %). Dans les hôpitaux, les traitements ne présentant pas un caractère d'urgence ont été temporairement reportés. Les services sociaux ont en revanche contribué à une stabilisation. Globalement, la valeur ajoutée est inférieure de 3 % au niveau d'avant la crise.

Malgré la fermeture pendant six semaines des magasins de biens de consommation non quotidiens, le **commerce de détail** a connu un 1^{er} trimestre remarquablement clément (-1,4 %). Les ventes de vêtements, à un faible niveau, ont fortement régressé, et les chiffres d'affaires des autres groupes de produits non alimentaires ont également légèrement baissé. En revanche, les ventes dans le secteur alimentaire ont connu une forte augmentation en raison de la fermeture des restaurants. En outre, une partie des pertes subies en janvier et février a déjà été compensée suite à la réouverture de tous les magasins stationnaires au début du mois de mars. Cette évolution a également été favorisée par la réduction des voyages à l'étranger. L'évaluation de la situation économique est ainsi positive (graphique 5). La valeur ajoutée dans les **autres activités commerciales** – commerce de gros et de véhicules à moteur – a fortement régressé au 1^{er} trimestre (-4,8 %). Le commerce de transit y a notamment contribué.

graphique 5 : Commerce de détail

chiffres d'affaires : valeurs réelles corrigées des effets calendaires, variation sur un an en %, situation des affaires : soldes désaisonnalisés

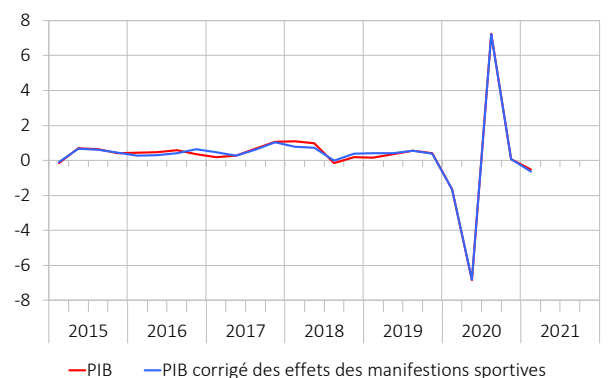


sources : OFS, KOF

Le secteur **Arts, spectacles, activités récréatives** a été fortement entravé au 1^{er} trimestre (-5,1 %) par les mesures de confinement mises en place, notamment l'interdiction de manifestations et la fermeture d'installations de loisirs et de sports, qui lui ont fait subir de fortes pertes. Le report des grands événements sportifs internationaux à 2021 (championnat d'Europe de football et Jeux olympiques d'été) a eu toutefois un impact positif sur la valeur ajoutée du secteur. Sans cet effet de soutien, le déclin aurait été beaucoup plus important. Corrigé des événements sportifs, le PIB a donc diminué un peu plus fortement (graphique 6).

graphique 6 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

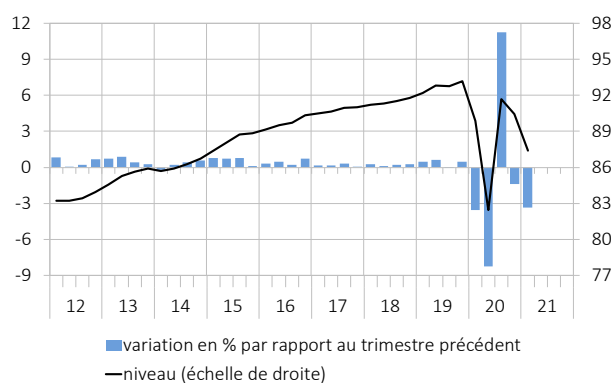
Dépenses

Consommation

Conséquence de la deuxième vague de coronavirus, le durcissement des mesures de confinement a ralenti la consommation privée au 1^{er} trimestre (-3,3 %, graphique 7)². Suite aux fermetures temporaires dans le secteur, la restauration a vu ses recettes s'effondrer ; les ventes de mets à l'emporter et les services de livraison n'ont compensé que dans une modeste mesure les pertes dues à l'interruption de l'activité stationnaire. La réduction de divers services, comme la fermeture temporaire d'installations sportives et de loisirs, a eu également un impact dans le domaine des loisirs et des activités culturelles. Les ménages ont également dépensé moins en vêtements et en chaussures. La fermeture temporaire des commerces dont l'assortiment ne répond pas à des besoins quotidiens, d'une part, et le travail à domicile, d'autre part, peuvent y avoir contribué. En revanche, d'autres catégories de biens ont à nouveau fait l'objet d'une forte demande, notamment les équipements électroniques et de communication, ainsi que les produits alimentaires et les boissons, ce qui a profité aux secteurs correspondants du commerce de détail.

graphique 7 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

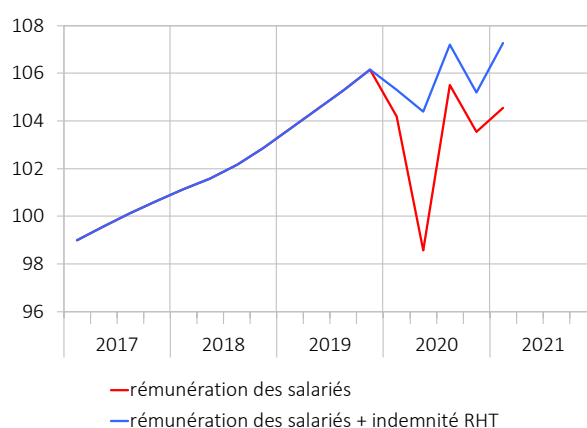
Dans le même temps, la rémunération des salariés (+1,0 % ; graphique 8) a augmenté après une baisse au trimestre précédent. La croissance a été soutenue par l'évolution globalement stable du marché du travail et de la croissance de certains secteurs. Compte tenu de la baisse marquée des dépenses de consommation, il est donc probable qu'au moins une partie des ménages a constitué une épargne supplémentaire. Le taux d'épargne des ménages privés devrait déjà avoir considérablement augmenté en 2020 : les dépenses de consommation ont diminué beaucoup plus fortement que la rémunération des salariés ; en outre, les mesures de sta-

bilisation, notamment l'indemnisation du chômage partiel, ont limité l'impact de la crise sur les revenus des ménages.

Ceci pourrait favoriser des effets de rattrapage dans le courant de l'année. Les derniers résultats de l'enquête sur le climat de consommation témoignent également d'un regain de confiance : l'indice a retrouvé son niveau d'avant la crise. Les attentes des consommateurs concernant la tendance économique générale se sont, par exemple, nettement améliorées. En outre, la propension à effectuer des achats plus importants a augmenté par rapport aux trimestres précédents (graphique 9).

graphique 8 : Rémunération des salariés

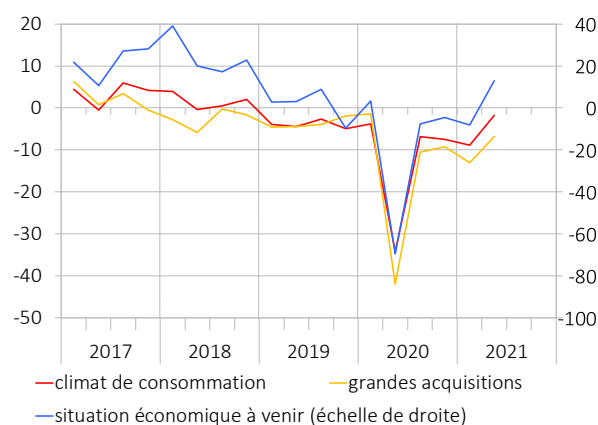
valeurs désaisonnalisées, en milliards de francs



source : SECO

graphique 9 : Climat de consommation

valeurs désaisonnalisées, moyenne à partir de 1972 = 0



source : SECO

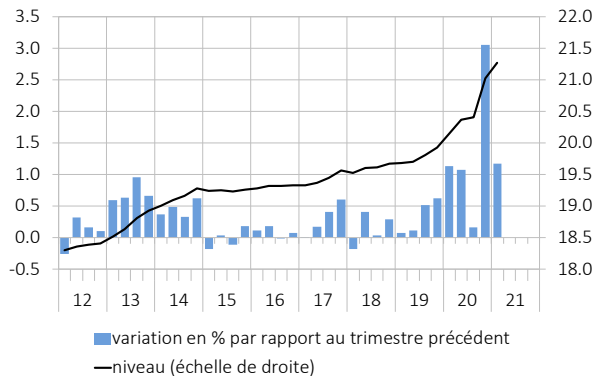
Après la hausse historique du 4^e trimestre 2020, les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont à nouveau sensiblement augmenté au 1^{er} trimestre (+1,2 % après +3,0 % au trimestre précédent ; graphique 10). La Confédération a notamment engagé de nouvelles dépenses extraordinaires pour faire face à la

² Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

propagation du coronavirus, d'une part pour les tests (extension de la stratégie de tests), d'autre part pour l'achat de vaccins. Étant donné que les stratégies de vaccination et de dépistage seront mises en œuvre principalement au cours du 2^e trimestre en cours, il faut s'attendre à une nouvelle augmentation notable de la consommation publique.

graphique 10 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



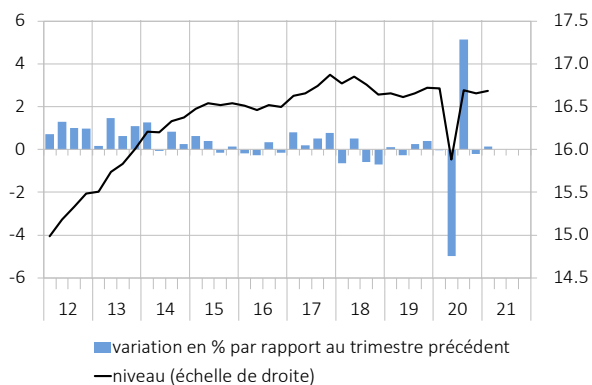
source : SECO

Investissements

Au 1^{er} trimestre, les investissements dans le secteur de la construction (+0,1 %) se sont stabilisés légèrement en dessous du niveau d'avant la crise (graphique 11).

graphique 11 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

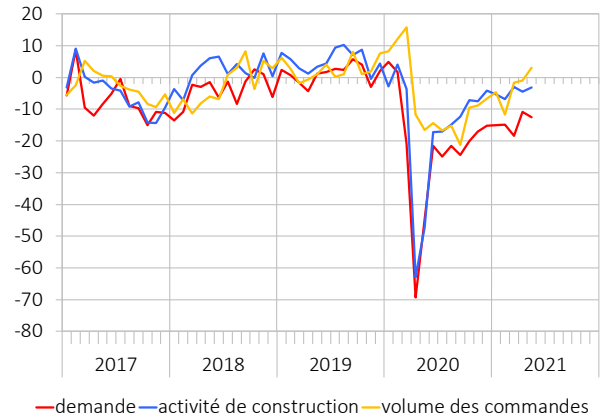
Cette stabilité cache une hétérogénéité très importante : tandis que le génie civil a subi un net recul, la construction résidentielle a connu une forte croissance. Les prix de l'immobilier sont le reflet de cette évolution : alors qu'au premier trimestre 2021 les loyers résidentiels ont poursuivi la tendance à la baisse observée en 2015, les prix des logements occupés par leur propriétaire ont à nouveau fortement augmenté, du fait, notamment, de conditions de financement toujours très favorables. Par conséquent, des risques subsistent dans ce contexte, ce

qui ressort également de l'évolution des indicateurs correspondants, tel l'indice UBS des bulles immobilières³.

Poursuivant leur redressement jusqu'à récemment (graphique 12), les indicateurs de confiance dans le secteur de la construction montrent que l'activité de construction prévue et le carnet de commandes se rapprochent déjà des niveaux d'avant la crise.

graphique 12 : Construction, indicateurs de confiance

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois

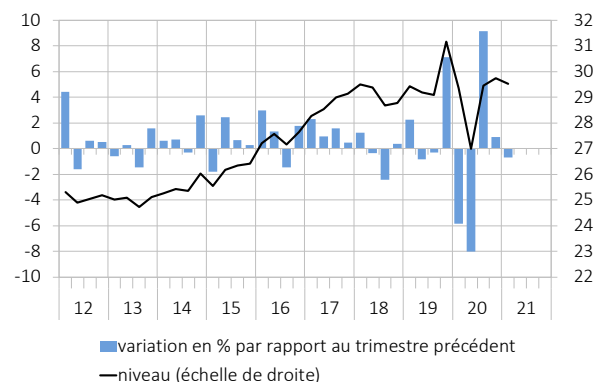


source : KOF

L'investissement en biens d'équipement a régressé de 0,4 % au 1^{er} trimestre (graphique 13). Les investissements en machines, en équipements informatiques et en recherche et développement ont certes progressé, mais les investissements – très volatils – dans les véhicules ont diminué, ce qui se reflète également dans la légère baisse des nouvelles immatriculations de voitures et de camions après la forte reprise du second semestre de 2020.

graphique 13 : Investissements en biens d'équipement

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

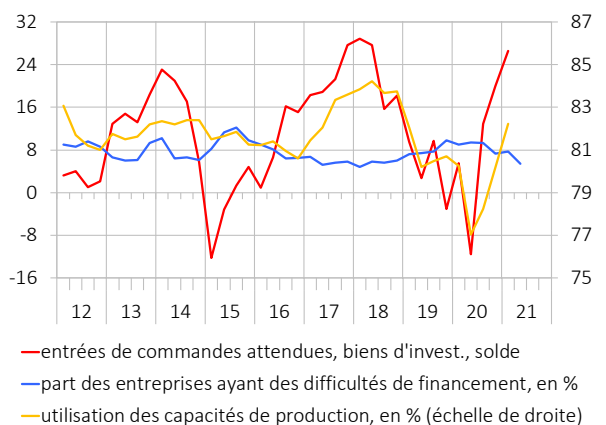
L'amélioration de la situation épidémiologique contribue à atténuer les incertitudes qui freinent les investisse-

³ <https://www.ubs.com/global/en/wealth-management/chief-investment-office/life-goals/real-estate/ubs-swiss-real-estate-bubble-index.html>

ments. Conjugué au développement économique favorable de nombreux pays, ce mieux se reflète dans les indicateurs relatifs aux investissements en biens d'équipement, qui témoignent actuellement d'une nette amélioration des conditions d'investissement (graphique 14). Les producteurs de biens d'équipement prévoient que les entrées de commandes seront de nouveau en forte hausse au 1^{er} trimestre, avoisinant ainsi les sommets atteints au début 2018. Les entreprises affichent dès lors une grande propension à investir davantage dans un proche avenir. Un autre facteur positif est que l'utilisation des capacités dans l'industrie a dépassé pour la première fois le niveau d'avant la crise. Par ailleurs, les difficultés de financement du 2^e trimestre sont retombées à leur plus bas niveau depuis plusieurs années.

graphique 14 : indicateurs, industrie

valeurs désaisonnalisées



source : KOF

Commerce extérieur

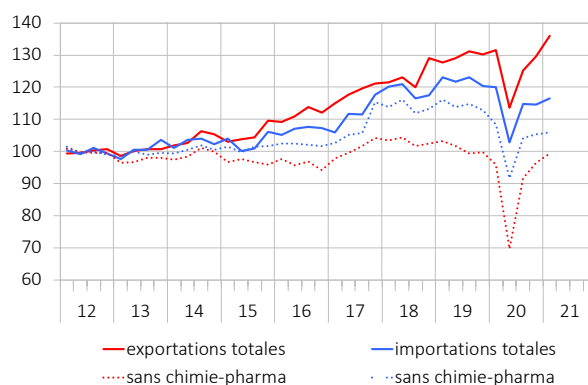
Au 1^{er} trimestre 2021, le commerce extérieur a exercé dans l'ensemble une influence légèrement négative sur la croissance du PIB (v. également p. 2 s.). Tandis que le commerce des biens donnait une impulsion positive à la croissance, le commerce des services a contribué négativement à ce résultat.

Pour le troisième trimestre consécutif, les **exportations de marchandises** ont progressé à un rythme nettement supérieur à la moyenne (+4,9 %), dépassant ainsi largement le niveau d'avant la crise (graphique 15)⁴. Cette évolution s'inscrit dans le cadre du développement du commerce international et de la production industrielle mondiale, dont le dynamisme soutient depuis plusieurs mois la demande de biens d'exportation suisses.

La croissance des exportations au 1^{er} trimestre a été largement répartie entre les partenaires commerciaux (graphique 16). L'impulsion la plus forte est venue des deux principales régions de débouché, la zone euro et les États-Unis, où les exportations sont à nouveau proches des niveaux d'avant la crise. Bien que la croissance ait été généralisée, ce sont, comme au cours des trimestres précédents, les plus grandes catégories d'exportation qui ont le plus contribué à la croissance : les exportations de produits pharmaceutiques vers les États-Unis ont augmenté, la croissance des exportations vers la zone euro a été largement tirée par les branches des machines et des métaux, et les exportations de montres vers la Chine ont enregistré une forte augmentation.

graphique 15 : Commerce extérieur de marchandises

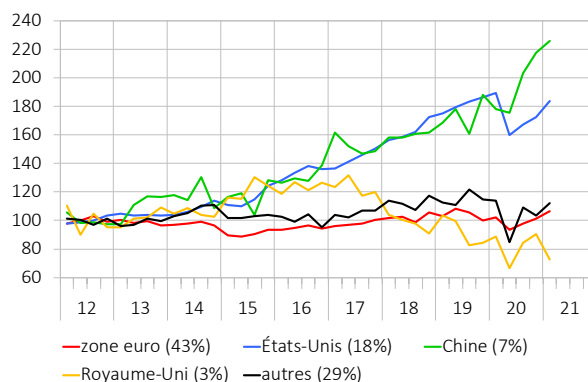
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2012 = 100



source : SECO

graphique 16 : Exportations de marchandises, divers partenaires commerciaux

valeurs nominales désaisonnalisées, moyenne 2012 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2020



source : SECO

En avril, les exportations de marchandises ont atteint dans la plupart des catégories leur niveau d'avant la crise (graphique 17). La reprise a notamment profité aux catégories des produits chimiques et pharmaceutiques et des

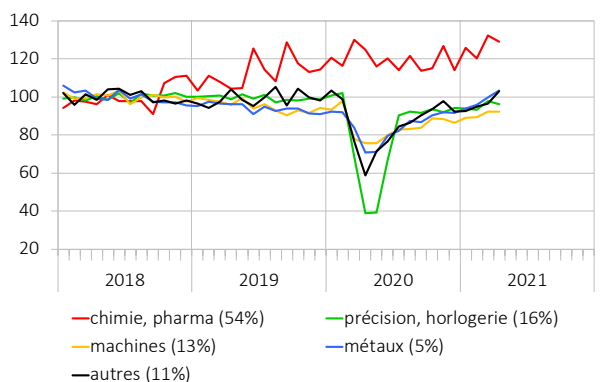
⁴ Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

métaux, qui ont dépassé de plus de 10 % leur niveau d'avant la crise. En revanche, les exportations de machines et d'instruments de précision, de montres et d'articles de bijouterie sont restées juste en dessous du niveau d'avant la crise. Dans l'ensemble, la pandémie n'a guère laissé de traces dans le commerce suisse de marchandises au cours du semestre d'hiver, malgré une forte augmentation du nombre des cas d'infection en de nombreux endroits.

Les **importations de marchandises** (+1,7 %) ont progressé au 1^{er} trimestre à un rythme supérieur à la moyenne et n'ont été que d'environ 3 % inférieures à leur niveau d'avant la crise (graphique 15). Les importations, qui sont en grande partie des intrants servant à l'industrie exportatrice, ont enregistré des taux de croissance nettement supérieurs à la moyenne, en phase avec la hausse des exportations (graphique 18). C'est notamment le cas des importations de produits chimiques et pharmaceutiques, de machines et de métaux. Certaines catégories d'importations axées sur le marché intérieur, notamment celles des véhicules ou des textiles, de l'habillement et des chaussures, ont en revanche enregistré une forte baisse lors de la deuxième phase de confinement. Le fait qu'au premier trimestre la rubrique des instruments de précision, des montres et des bijoux ait encore été inférieure d'environ 40 % à son niveau d'avant la crise ne doit pas être interprété de manière conjoncturelle ; cela est principalement dû aux importations de bijoux et d'articles ménagers en métaux précieux en provenance des États du Golfe, qui restent à des niveaux faibles.

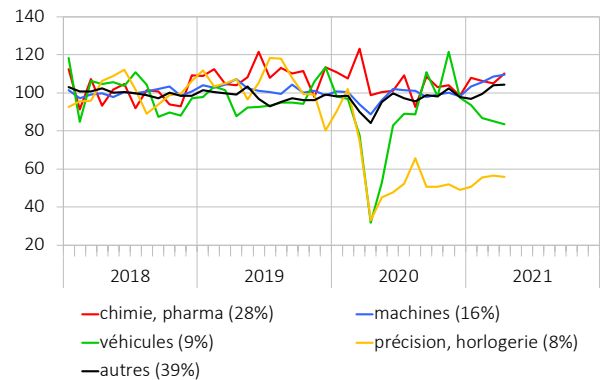
graphique 17 : Exportations de marchandises, diverses rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2018 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2020



graphique 18 : Importations de marchandises, diverses rubriques

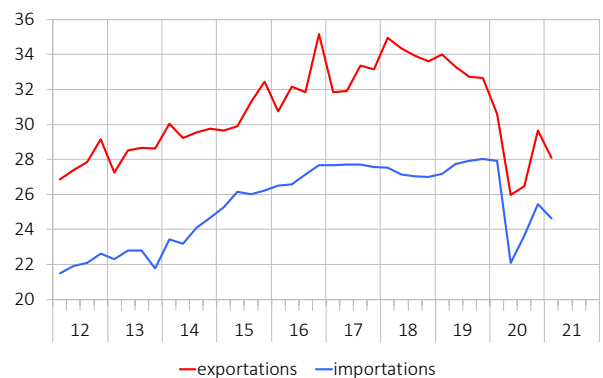
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2018 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2020



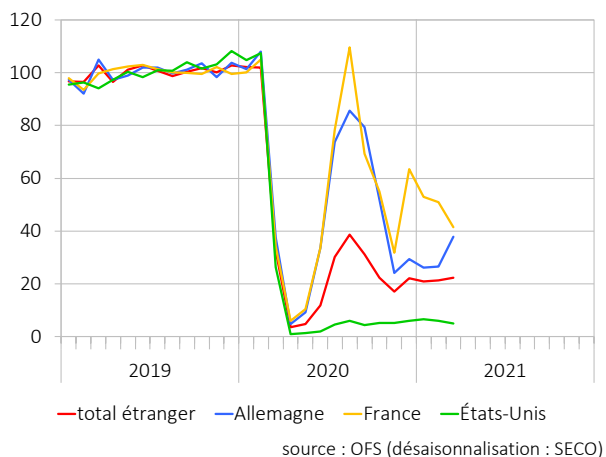
Les **exportations de services** ont de nouveau régressé au 1^{er} trimestre 2021 (-5,2 % ; graphique 19). Par rapport aux données de mars 2021, la situation globale du commerce des services est toutefois plus encourageante, avec une correction à la hausse au 4^e trimestre 2020 suite à une révision importante du compte courant. Partant de ce niveau plus élevé, le 1^{er} trimestre a connu en particulier une baisse des exportations de licences et de brevets. Le tourisme et les services de transport de passagers ont été une fois de plus sévèrement affectés par le renforcement des mesures de confinement en Suisse et à l'étranger. En outre, ce sont surtout les touristes des pays voisins qui visitent la Suisse, tandis que les visiteurs d'outre-mer sont pratiquement absents. Dans l'ensemble, le nombre des nuitées de clients étrangers au premier trimestre a également été inférieur d'environ 80 % au niveau d'avant la crise (graphique 20). En revanche, les exportations de services financiers ont évolué de manière positive au 1^{er} trimestre.

graphique 19 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles désaisonnalisées, en milliards de francs



graphique 20 : Nuitées selon la provenance des touristes
valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



Les **importations de services** ont également connu au 1^{er} trimestre une évolution modérée (-3,2 %) soutenue par les services financiers, les licences et les brevets, ainsi que par la recherche-développement. Quant au tourisme et au transport de passagers, ils continuent de pâtir gravement de la pandémie de coronavirus et des mesures de confinement. L'absence d'événements majeurs se traduit aussi par la faiblesse persistante des importations de services culturels et de loisirs.

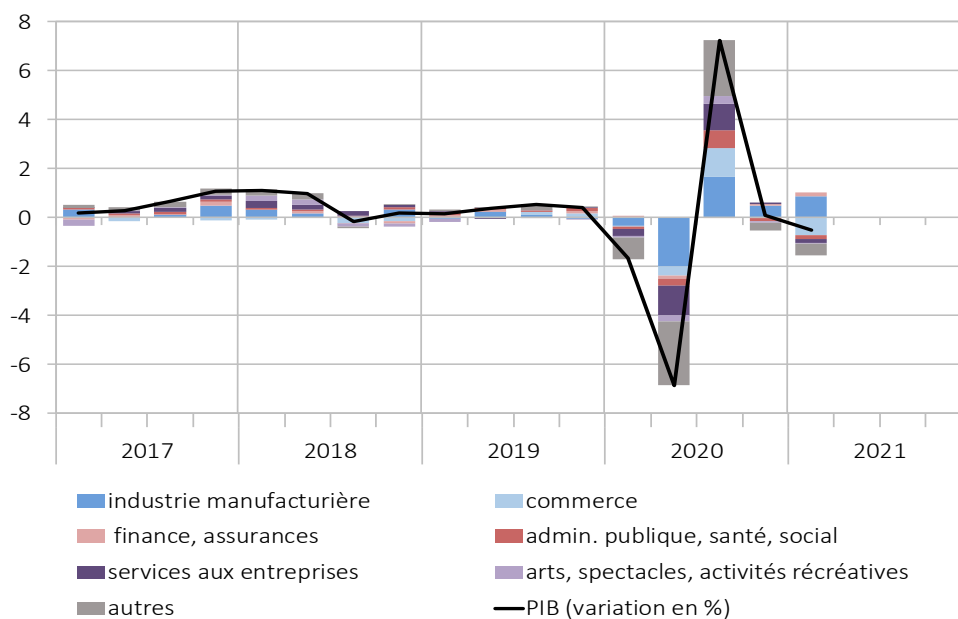
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:2	2020:3	2020:4	2021:1
Industrie manufacturière	-10.7	9.0	2.7	4.9
Construction	-7.2	7.3	-0.3	-0.5
Commerce	-2.8	8.2	-0.1	-4.8
Hébergement, restauration	-57.7	116.9	-20.3	-30.4
Finance, assurances	-1.2	-0.1	0.7	1.6
Services aux entreprises	-6.9	6.1	0.3	-0.9
Administration publique	0.1	0.2	0.4	0.7
Santé, social	-4.0	9.1	-2.2	-3.0
Arts, spectacles, activités récréatives	-38.4	65.9	-9.2	-5.1
Autres	-9.5	8.1	-0.1	-0.9
Produit intérieur brut	-6.8	7.2	0.1	-0.5
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	-6.8	7.2	0.1	-0.6

source : SECO

graphique 21 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:2	2020:3	2020:4	2021:1
Consommation des ménages	-8.3	11.2	-1.4	-3.3
Consommation des administrations publiques	1.1	0.2	3.0	1.2
Investissements dans la construction	-5.0	5.1	-0.2	0.1
Investissements en biens d'équipement	-8.0	9.1	1.0	-0.4
Exportations de biens sans objets de valeur	-5.9	6.4	0.7	1.5
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	-13.6	10.2	3.5	4.9
Exportations de services	-15.2	2.0	12.1	-5.2
Importations de biens sans objets de valeur	-14.2	11.6	-0.2	1.7
Importations de services	-20.9	7.0	7.5	-3.2
Produit intérieur brut	-6.8	7.2	0.1	-0.5

source : SECO

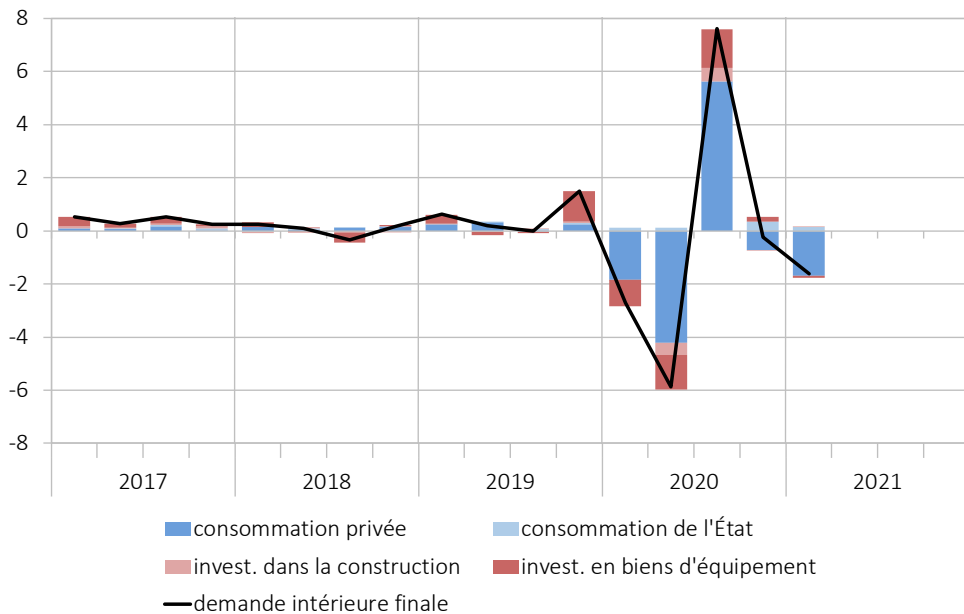
tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2020:2	2020:3	2020:4	2021:1
Demande intérieure finale	-5.9	7.6	-0.2	-1.6
Variation des stocks y compris erreur statistique	-3.5	0.9	-0.8	1.4
Balance commerciale sans objets de valeur	2.6	-1.2	1.0	-0.2

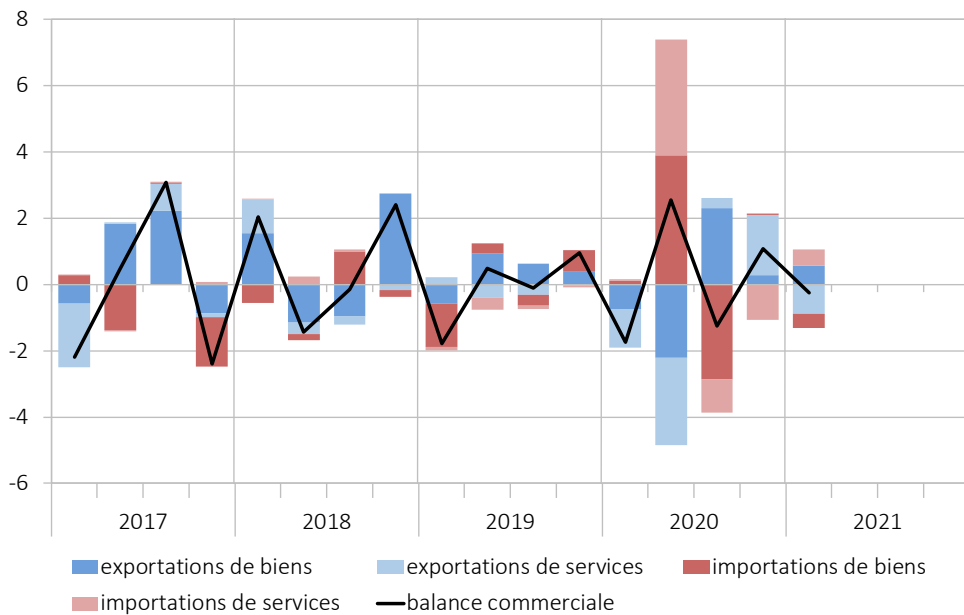
source : SECO

graphique 22 : Composantes de la demande intérieure finale
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 23 : Composantes de la balance commerciale
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



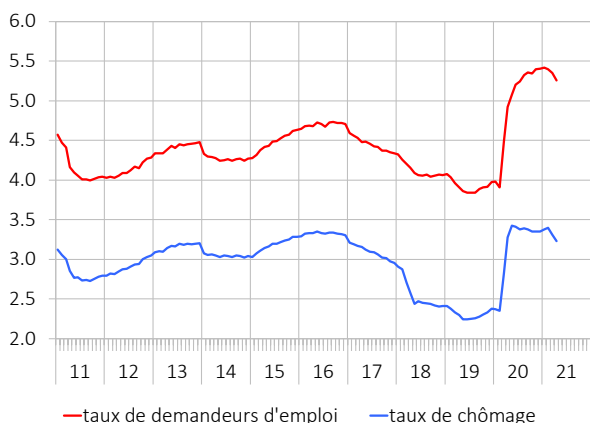
source : SECO

Marché du travail

Fin février, le taux de demandeurs d'emploi⁵ et le taux de chômage avaient atteint un dernier pic, respectivement de 5,4 % et 3,4 % (graphique 24). À la fin du mois d'avril 2021, ils étaient légèrement retombés (à 5,3 % et 3,2 %).

graphique 24 : Taux de demandeurs d'emploi et taux de chômage⁶

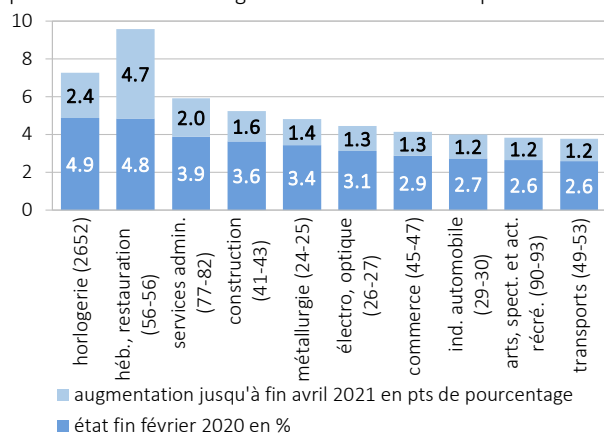
valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



source : SECO

graphique 25 : Taux de chômage, divers secteurs

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active, entre parenthèses : codes Noga des secteurs économiques



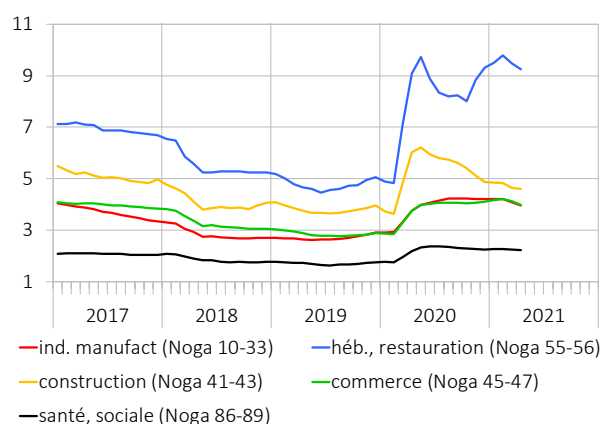
source : SECO

L'impact de la crise du coronavirus sur le marché du travail varie selon les secteurs depuis mars 2020 (graphique 25). En tendance, on peut dire que les secteurs dans lesquels le taux de chômage était déjà plus élevé en février 2020 ont subi une augmentation plus importante

du chômage (en points de pourcentage). Un cas particulier est celui de l'hôtellerie-restauration, qui a dû faire face à une augmentation proportionnellement beaucoup plus forte que tous les autres secteurs. En février 2021, le taux de chômage dans l'hôtellerie-restauration, corrigé des variations saisonnières, était de 9,8 %, soit plus du double des 4,8 % enregistrés en février 2020. À la fin du mois d'avril, il avait légèrement diminué, mais atteignait encore le niveau important de 9,5 %.

graphique 26 : Taux de chômage, divers secteurs

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



source : SECO

Les secteurs qui ont été les premiers touchés par les restrictions visant à endiguer le Covid-19 entre mars et mai 2020 (par exemple, l'hôtellerie-restauration et la construction) ont vu leur taux de chômage augmenter particulièrement rapidement et fortement (graphique 26). Suite à l'assouplissement des mesures, ils ont toutefois enregistré un recul relativement plus prononcé, ceci à partir de la fin mai. En revanche, lors de la deuxième vague de coronavirus, à l'automne 2020, l'hôtellerie-restauration a, une fois encore, été la branche la plus affectée par le nouveau durcissement des mesures, bien que le chômage y soit à nouveau en baisse depuis mars 2021.

La hausse du taux de chômage dans le secteur industriel, à partir de février 2020, a été plus faible que dans la construction et l'hôtellerie-restauration, et elle n'a pas davantage dépassé celle du commerce. Le secteur industriel a été principalement affecté par la baisse de la demande étrangère plutôt que par les mesures liées au coronavirus au niveau national. En 2021, la forte reprise

⁵ Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

⁶ Pour l'analyse conjoncturelle, on utilise ici le taux de chômage désaisonnalisé et non corrigé des variations aléatoires.

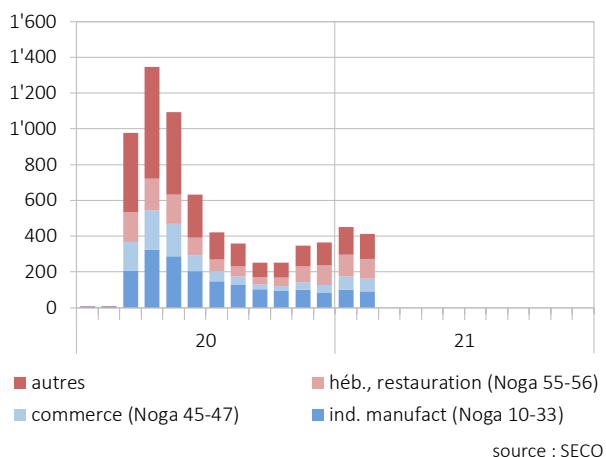
dans l'industrie s'est également fait sentir jusqu'à présent sur le marché du travail, avec une légère baisse du taux de chômage.

Le fait que les taux de chômage et de demandeurs d'emploi n'aient pas augmenté beaucoup plus fortement alors que la valeur ajoutée a massivement diminué au cours des 14 derniers mois tient largement au recours intensif au chômage partiel. Partant d'un niveau bas en février 2020 avec environ 5 000 travailleurs au chômage partiel, ce chiffre a grimpé à 0,98 million en mars 2020 et à un sommet historique d'environ 1,35 million en avril (graphique 27). À titre de comparaison, pendant la crise financière, le chômage partiel avait atteint une valeur maximale de 0,09 million en mai 2009.

Dans le contexte de l'assouplissement des mesures de politique de santé, le nombre de personnes au chômage partiel a sensiblement diminué, atteignant le palier des 250 000 employés au cours des mois de mai à octobre 2020. Au cours de la deuxième vague de la pandémie et du fait des nouvelles mesures de lutte contre sa propagation, le nombre de personnes au chômage partiel a de nouveau sensiblement augmenté jusqu'à un effectif de l'ordre de 450 000 personnes à fin janvier 2021. Fin février, il avait de nouveau légèrement diminué (413 000). Ce chiffre est susceptible d'être revu à la hausse en raison des décomptes en cours et sera probablement légèrement supérieur à celui de janvier. Le nombre des préavis de réduction de l'horaire de travail laisse encore entrevoir un recours relativement intense au chômage partiel en mars et avril 2021, mais il devrait être un peu plus faible qu'en février 2021.

graphique 27 : Chômage partiel comptabilisé en 2020

nombre d'employés en milliers

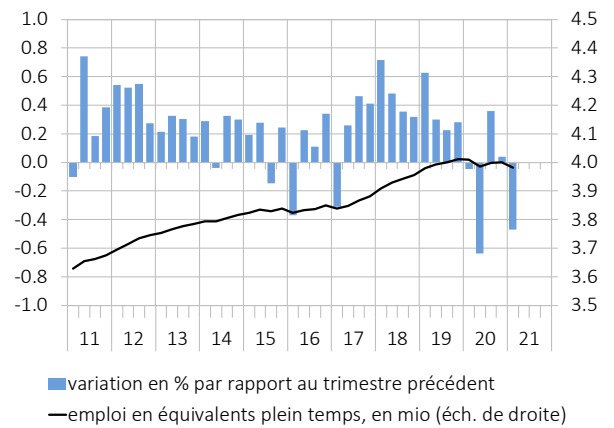


Au 1^{er} trimestre 2021, l'emploi en équivalents plein temps a diminué de 0,5 % par rapport au trimestre précédent (graphique 28). En convertissant le nombre d'heures prises en charge par le biais des indemnités de

chômage partiel en équivalents plein temps, on peut estimer la perte de travail à environ 200 000 emplois en janvier et février 2021. Cela correspondrait à environ 5 % de l'emploi en équivalents plein temps.

graphique 28 : Emploi en équivalents plein temps

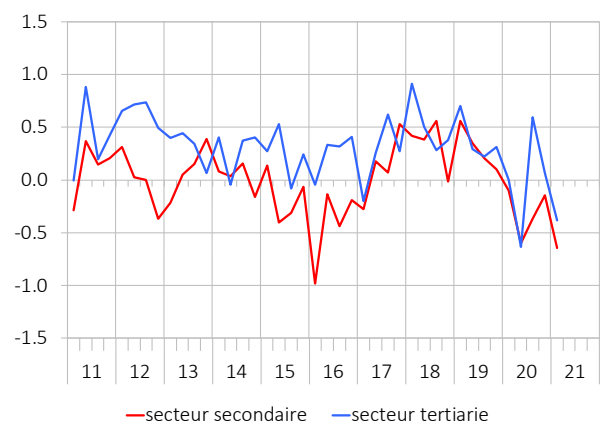
valeurs désaisonnalisées



Au 1^{er} trimestre 2021, l'emploi a considérablement diminué dans les secteurs secondaire et tertiaire (graphique 29). La diminution de l'emploi dans le secteur secondaire a été plus forte (-0,6 %) que dans le secteur tertiaire (-0,4 %). Dans le secteur secondaire, cette baisse est notamment due au recul de l'emploi dans l'industrie MEM et dans le secteur du traitement de données et des montres. Dans le secteur tertiaire, ce sont en particulier la branche de la navigation maritime et aérienne, ainsi que celles de l'hôtellerie-restauration et des arts, spectacles et activités récréatives qui ont connu des évolutions très négatives.

graphique 29 : Équivalents plein temps, secteurs secondaire et tertiaire

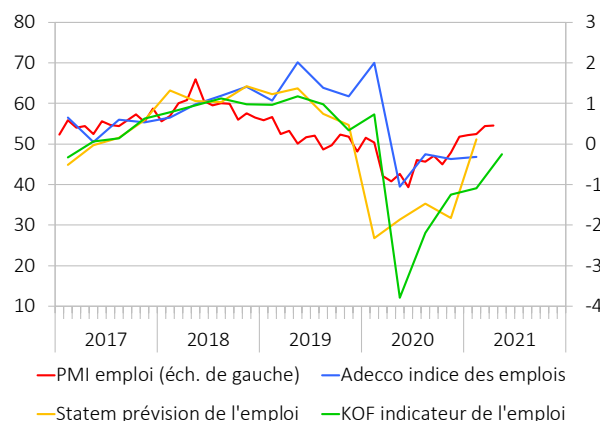
variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



Dans l'ensemble, les principaux indicateurs du marché du travail laissent entrevoir une reprise imminente de l'emploi (graphique 30). Au 1^{er} trimestre 2021, les prévisions d'évolution de l'emploi de la STATEM ont dépassé leur moyenne à long terme pour la première fois depuis le début de la crise. L'indicateur de l'emploi du KOF du 2^e trimestre 2021 se rapproche également de sa moyenne à long terme. Le sous-indice désaisonnalisé de l'emploi relatif à l'indice des directeurs d'achat pour l'industrie (PMI) a largement dépassé le seuil de croissance en avril (54,5 points), de même que l'indice du marché de l'emploi Adecco a enregistré une légère hausse.

graphique 30 : Perspectives d'emploi

PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés



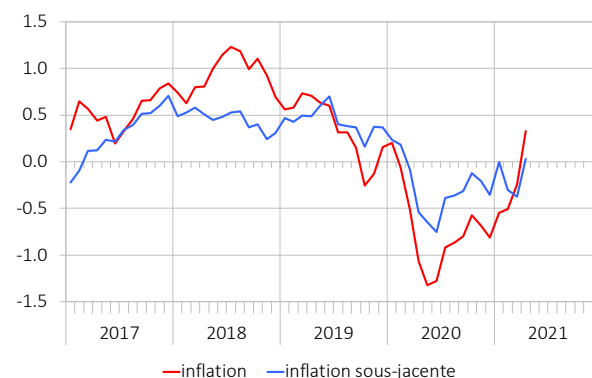
sources : CS/Procure, Adecco, OFS, KOF

Prix

La hausse des prix à la consommation a sensiblement augmenté au cours des trois derniers mois et a été positive en avril pour la première fois depuis le début de la pandémie (+0,3 %, après -0,5 % en janvier ; graphique 31). À relever en particulier les prix des produits pétroliers, qui apportent une contribution positive à l'inflation pour la première fois depuis deux ans (graphique 32). Sur le marché mondial, le prix du pétrole a retrouvé ses niveaux d'avant la crise en raison de la reprise de la demande. En revanche, l'inflation sous-jacente, qui exclut non seulement l'énergie mais aussi les prix des produits frais et des carburants, n'a pas encore montré de tendance claire à la hausse. En fait, elle est restée légèrement négative au cours des derniers mois ; en avril, elle a atteint 0 %.

graphique 31 : Indice des prix à la consommation (IPC)

variation sur un an en %, inflation sous-jacente : sans les produits frais et saisonniers, l'énergie ni les carburants

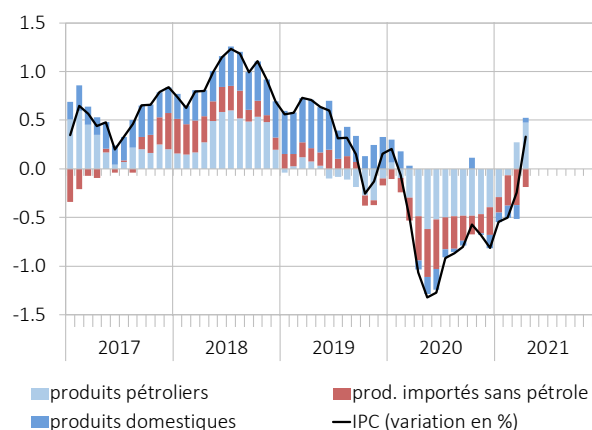


source : OFS

Après avoir été encore négative dans la plupart des groupes de marchandises en janvier, l'inflation franchissait en avril des seuils de plus en plus positifs. Avec l'augmentation massive des prix de l'énergie en évolution annuelle, l'inflation est revenue en terrain clairement positif en avril et a apporté une contribution notable à l'inflation, ceci en particulier dans les rubriques « logement et énergie » et « trafic », mais également dans les rubriques « habillement » et « articles ménagers » (en particulier l'ameublement), ainsi que dans les restaurants et les hôtels. En revanche, les prix des denrées alimentaires indiquent une baisse en évolution annuelle.

graphique 32 : Contributions à l'inflation

variation sur un an en points de pourcentage



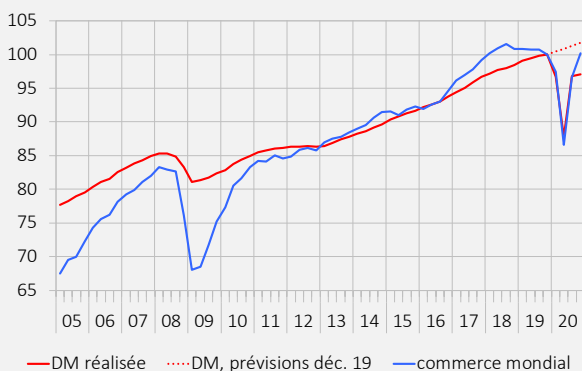
source : OFS

Encadré : Incidence de la demande étrangère sur la perte de PIB suisse au premier semestre 2020

Avec la crise du coronavirus, l'économie mondiale a connu au premier semestre 2020 la chute de PIB la plus forte jamais enregistrée depuis l'après-guerre. En Suisse aussi, le PIB s'est contracté dans une mesure sans précédent historique jusqu'à atteindre $-1,9\%$ au 1^{er} trimestre et $-7,2\%$ au 2^e trimestre⁷. En comparaison internationale, cependant, la Suisse a traversé la crise en conservant une relative stabilité. Si l'on tient compte de la forte dépendance de la Suisse, petite économie ouverte, à l'égard de l'économie mondiale, et des baisses sans précédent du PIB à l'étranger, on aurait pu s'attendre à un effondrement encore plus massif du PIB de la Suisse. Il semble toutefois que le canal du commerce extérieur a joué un rôle relativement restreint dans la crise du coronavirus, du moins au premier semestre de 2020. Il est clair que l'effondrement du commerce mondial a été important. Dans l'ensemble, le recul a toutefois été moins marqué que lors de la crise financière, tandis que la valeur ajoutée mondiale, estimée ici par la demande mondiale sous l'angle de la Suisse, a diminué beaucoup plus fortement et plus rapidement lors de la crise du coronavirus (graphique 33).

graphique 33 : Demande mondiale du point de vue de la Suisse et commerce international

valeurs réelles désaisonnalisées, 4^e trimestre 2019 = 100 ; demande mondiale (DM) : PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondérés par les exportations



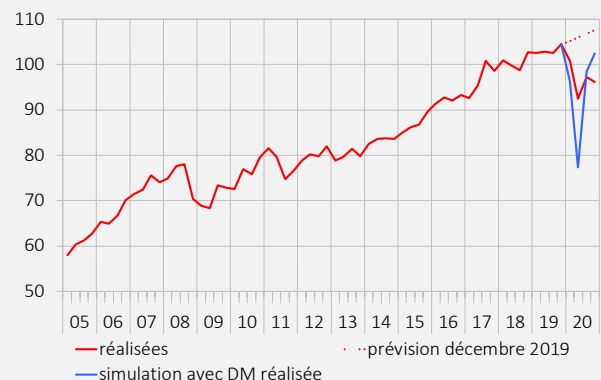
sources : SECO, Groupe d'experts de la Confédération, CPB

Pour la Suisse, tant les simulations basées sur des modèles que l'analyse sectorielle confirment le caractère secondaire, en comparaison historique, du rôle de la demande étrangère dans la crise du coronavirus. « Seul » un tiers environ de la baisse du PIB au premier semestre 2020 est susceptible d'être imputable à l'effondrement

de la demande étrangère, tandis que la plus grande partie de la baisse du PIB semble être due à la restriction de l'offre intérieure ou à l'évolution propre à la Suisse elle-même.

Dans le but de quantifier l'impact de la demande étrangère sur l'économie suisse, une **simulation** a été réalisée pour 2020 sur la base d'un modèle structurel macroéconomique utilisé au SECO⁸. Dans un premier temps, on a simulé le **développement des exportations** auquel on aurait pu s'attendre compte tenu de l'effondrement de la demande mondiale. À partir de l'état des données en décembre 2019, la demande mondiale réalisée a été définie de manière exogène pour le calcul. Sur cette base, le modèle laisse « pronostiquer » une baisse de 26 % des exportations suisses entre le 4^e trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2020⁹. Mais en fait, les exportations suisses n'ont diminué que de 12 % pendant cette période (graphique 34).

graphique 34 : Exportations de la Suisse, biens et services sans les objets de valeur, valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des effets calendaires et des grands événements sportifs, en milliards de francs ; DM : demande mondiale



source : SECO

L'impact limité de la crise sur le commerce extérieur suisse s'explique par le fait que le décrochage économique mondial a surtout été déclenché par les mesures de confinement imposées, notamment les fermetures temporaires d'entreprises. Certains changements de comportement dus à l'incertitude économique ou à la peur de la contagion y ont également contribué. Les services à forte intensité de contacts, qui, à l'exception du tourisme et des services de transport, sont peu susceptibles d'accommodements ou de contraintes, ont été

⁷ PIB réel corrigé des effets saisonniers, calendaires et des événements sportifs.

⁸ Il s'agit d'un modèle structurel économétrique de l'économie suisse dans lequel la demande et l'offre de l'économie sont modélisées. Les variables étrangères entrent de manière exogène dans le modèle.

⁹ Résultats de la simulation du SECO basés sur une équation d'exportation et l'effondrement effectif de la demande mondiale du point de vue de la Suisse (ligne rouge dans le graphique 1). Les exportations comprennent les exportations de biens et de services, y compris le commerce de transit, à l'exclusion des objets de valeur. Pour les exportations de biens (à l'exclusion du commerce de transit et des objets de valeur), la baisse simulée est de 28 %, alors que la baisse de facto a été de 12 %.

particulièrement touchés. Bien qu'il y ait eu également des fermetures temporaires d'usines dans le secteur manufacturier de certains pays, l'impact global sur le commerce mondial a été moins important par rapport à l'effondrement de l'économie nationale. En Suisse, ce sont l'industrie pharmaceutique, du commerce de transit et des services financiers qui ont soutenu la croissance des exportations. En revanche, d'autres secteurs, notamment l'industrie horlogère, ont été fortement malmenés.

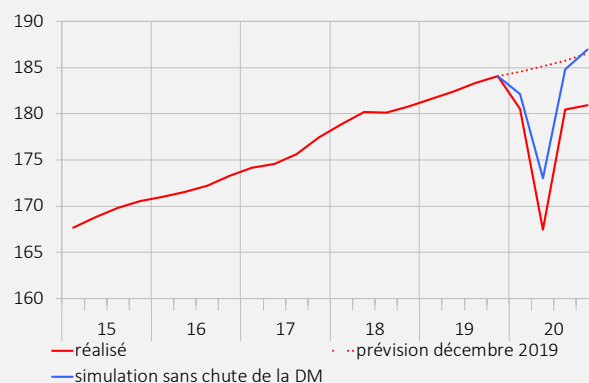
Dans un deuxième temps, une simulation a été réalisée pour *l'ensemble de l'économie*. Celle-ci montre quelle aurait été l'évolution du PIB en Suisse en 2020 sans l'effondrement de la demande étrangère. Pour ce faire, la demande étrangère a tout d'abord été réinitialisée conformément à la trajectoire qui avait été prévue dans les prévisions de décembre 2019 (ligne rouge pointillée dans le graphique 33). Deuxièmement, pour le développement simulé de 2020, les « chocs » effectivement réalisés ont été pris en compte – c'est-à-dire les développements économiques qui ne peuvent pas être expliqués dans le modèle par les corrélations macroéconomiques historiques. En 2020, ces « chocs » correspondent essentiellement aux effets spécifiques de la crise du coronavirus¹⁰. C'est notamment le cas de la consommation privée, qui a connu au 1^{er} semestre une baisse historique, alors que les variables explicatives, en particulier le revenu disponible réel, ont été soutenues par les mesures de stabilisation de la politique économique¹¹. Dans la simulation, ces « chocs » sont intégrés en plus des variables explicatives, c'est-à-dire qu'ils sont ajoutés aux variables affectées telles que la consommation privée à chaque trimestre¹². Cependant, les résultats pour l'économie suisse restent endogènes, c'est-à-dire que les paramètres macroéconomiques réagissent à l'évolution supposée de la demande mondiale conformément aux corrélations historiquement estimées.

Dans la simulation sans effondrement de la demande mondiale, la baisse des exportations est donc absente, et les exportations continuent d'augmenter de manière régulière. Néanmoins, la perte de PIB reste importante (graphique 35) et, pour le premier semestre de 2020, elle représente encore environ deux tiers de la perte effectivement réalisée (tableau 4). Il est vrai que l'amélioration des résultats à l'exportation a un impact positif sur l'investissement et le revenu réel disponible des ménages, mais l'effondrement de la consommation reste d'une ampleur sans précédent, car il a été principalement pro-

voqué par les mesures restrictives. Selon cette simulation, la plus grande partie de la baisse du PIB au premier semestre 2020 est ainsi imputable à l'évolution intrinsèque du pays. Avec l'assouplissement des mesures de confinement, la consommation privée et, consécutivement, l'activité économique intérieure se sont fortement redressées dans le courant de 2020. De ce fait, la part domestique à la perte de PIB restante a considérablement diminué, tandis que la part étrangère a augmenté pour atteindre plus de la moitié à la fin de l'année.

graphique 35 : PIB suisse

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des effets calendaires et des grands événements sportifs, en milliards de francs ; DM : demande mondiale



source : SECO

tableau 4 : Perte de PIB en 2020 et part imputable à l'étranger

perte de PIB : écart (réel) par rapport au PIB selon les prévisions de décembre 2019, en %

	Q1 à Q2	Q1 à Q3	Q1 à Q4
Perte effective de PIB	-5.9	-4.9	-4.4
Perte de PIB sans chute de la demande mondiale	-3.9	-2.8	-2.0
Part due à l'étranger	0.33	0.43	0.54

source : SECO

Un **examen par secteur** de l'évolution au premier semestre 2020 confirme qu'environ un tiers seulement du recul du PIB peut être imputé à la baisse de la demande étrangère. S'il est vrai que certains des secteurs fortement dépendants de l'étranger ont enregistré un déclin massif, notamment l'industrie manufacturière et l'hôtellerie-restauration, d'autres branches tournées vers l'exportation, comme l'industrie pharmaceutique et les institutions financières, ont en revanche exercé un effet stabilisateur sur l'économie. En revanche, de nombreuses

¹⁰ Les chocs (ou résidus) sont les différences entre les valeurs effectives des variables macroéconomiques et les valeurs « prévues » selon le modèle sur la base des variables exogènes effectives. En règle générale, ils sont aléatoires et minimes. Au cours du premier semestre 2020, cependant, ils ont été très importants pour certains paramètres.

¹¹ Les écarts énormes qui en résultent entre la consommation « déclarée » et la consommation « réelle » sont susceptibles de refléter les effets négatifs du verrouillage de la consommation, étant donné les possibilités de consommation fortement restreintes dans l'intervalle.

¹² Ce n'est que dans l'équation d'exportation que les chocs ou résidus sont mis à zéro, puisqu'un développement « sans coronavirus » est simulé pour les exportations.

industries axées sur le marché intérieur, notamment la majorité du secteur des services, ont subi de très lourdes pertes de valeur ajoutée. Au sein de chacun des secteurs, la demande intérieure et la demande extérieure ont également connu, dans certains cas, des évolutions différentes. Dans le secteur du commerce de gros, par exemple, le commerce de transit dépendant de l'étranger a apporté une contribution positive à la croissance, tandis que la partie de ce commerce tournée vers le marché intérieur (par exemple, les fournisseurs des détaillants) et le commerce des véhicules à moteur ont sensiblement baissé.

Étant donné que la part de la valeur ajoutée générée par la demande étrangère n'est pas connue, l'influence de celle-ci ne peut pas être calculée de manière exacte. Par ailleurs, il existe des dépendances indirectes par le biais des structures d'intrants intermédiaires : par exemple, le fournisseur d'un secteur dépendant des exportations est lui aussi indirectement dépendant de l'étranger. Malgré ces difficultés, il est du moins possible de déterminer un ordre de grandeur quant au degré de dépendance des industries vis-à-vis des marchés étrangers. À cet effet, les exportations ont notamment été comparées à la valeur de la production respective de chacun des secteurs. D'autres indicateurs ont également été utilisés pour calculer la part de l'étranger. L'évolution des nuitées des clients nationaux et étrangers suggère par exemple qu'environ deux tiers de la perte de valeur ajoutée de l'industrie hôtelière sont imputables à la baisse de la demande étrangère. La structure des intrants des industries peut être au moins partiellement prise en compte par le dépouillement des tableaux *input-output*. Grâce à ces informations, les pertes de valeur ajoutée énumérées dans le tableau 5 peuvent être grossièrement réparties entre la demande étrangère et la demande intérieure. Il en ressort que la part étrangère globale au recul du PIB est de l'ordre d'un tiers.

Ainsi, tant les simulations fondées sur des modèles que l'examen de l'évolution par branches suggèrent que l'évolution au niveau domestique a été à l'origine de l'essentiel de la chute du PIB au cours du premier semestre de 2020. Bien que la baisse de la demande étrangère ait également contribué, pour une part d'environ un tiers, au recul du PIB, le volet commerce extérieur a joué un rôle secondaire, en particulier en comparaison aux crises précédentes.

tableau 5 : Baisse de valeur ajoutée dans divers secteurs
perte de valeur ajoutée durant les deux premiers trimestres de 2020 par rapport au 4^e trimestre 2019, divers secteurs

	Perte de valeur ajoutée en %	Contribution au recul PIB	Part au PIB en % (2019)
PIB	-5.4		
Industrie manufacturière (sans chimie-pharma)	-12.0	-1.42	11.9
Services aux entreprises	-5.1	-0.88	17.2
Hébergement et restauration	-42.2	-0.76	1.8
Transports et communication	-7.2	-0.59	8.2
Santé humaine et action sociale	-6.8	-0.53	7.7
Commerce de gros ; commerce de véhicules automobiles	-3.4	-0.37	11.0
Construction	-5.9	-0.28	4.7
Arts, spectacles et activités récréatives	-26.5	-0.20	0.7
Services financiers	-1.8	-0.09	5.3
Commerce de détail	-1.2	-0.04	3.4
Administration publique	1.1	0.11	9.8
Chimie-pharma	1.8	0.12	6.4

source : SECO

Toutefois, l'importance relative de la demande étrangère a changé au cours de la pandémie. La demande intérieure s'étant redressée plus rapidement au 3^e trimestre, l'importance de la demande étrangère pour la perte de valeur ajoutée restante a augmenté au cours du second semestre (tableau 4). En revanche, suite aux nouvelles mesures de confinement prises en Suisse au 1^{er} trimestre 2021, il se peut que l'importance de la demande intérieure ait à nouveau augmenté, d'autant que les chaînes d'approvisionnement internationales n'ont plus été perturbées au cours des derniers mois et qu'il ne s'est quasiment plus produit de fermetures d'usines dans le secteur industriel au niveau international. En conséquence, la Suisse a connu au 1^{er} trimestre une évolution robuste de son commerce de marchandises et de son industrie.

Rédaction : Andreas Bachmann et Caroline Schmidt
(SECO, Conjoncture)